

	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
Ministère chargé de l'urbanisme	Articles R.104-33 à R.104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement :

1 Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Ville d'UCKANGE
SIRET/SIREN
215706839
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
1 place Lucien Waldung - 57270 UCKANGE ☎ 03 82 86 36 36 - @ dg@uckange.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
M. Gérard LEONARDI, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique)
M. Pascal THOUVENEL, Directeur Général des Services
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
1 place Lucien Waldung - 57270 UCKANGE ☎ 06 30 98 66 95 - @ dg@uckange.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (bureau d'étude)
Mme Léa DENTZ – Directrice technique Urbanisme et Environnement – OTE Ingénierie
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
1 rue de la lisière – BP40110 – 67403 ILLKIRCH Cedex ☎ 03 88 67 55 86 - @ lea.dentz@ote.fr

2 Identification et description du document d'urbanisme ou de l'unité touristique nouvelle (UTN)		
2.1. Type de document concerné (PLU, PLU(i))		
Plan Local d'Urbanisme		
2.2. Intitulé du document		
PLU d'Uckange		
2.3. Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document		
PLU approuvé le 06/02/2020 + 2 modifications approuvées respectivement le 21/01/2021 et le 07/07/2021 Document disponible sur le Géoportail de l'urbanisme Accueil - Géoportail de l'Urbanisme (geoportail-urbanisme.gouv.fr)		
2.4. Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU		
Ville d'Uckange		
2.5. Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)		
Règlement écrit des zones UH et 1AU Règlement graphique : limites du secteur NLe (centre équestre)		
3 Contexte de la planification		
3.1. Documents de rang supérieur et documents applicables		
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?		
<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Grand Est Territoires adopté par la Région le 22 novembre 2019 et approuvé par arrêté préfectoral le 24 janvier 2020 – document en cours de modification		
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
La Ville était couverte par le SCOT de l'Agglomération thionilloise annulé par le Tribunal administratif de Strasbourg et devenu caduc.		
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?		
DTA des Bassins miniers Nord lorrains approuvée le 2 août 2005 SDAGE Rhin approuvé le 18 mars 2022 PGRi Rhin approuvé le 21 mars 2022 SAGE du bassin ferrifère approuvé le 27 mars 2015 Plan de Protection de l'Atmosphère des trois vallées approuvé le 14 août 2015 PLH de la CA du Val de Fensch (2020-2025) adopté le 01/10/2020 PDU du SMITU Thionville Fensch approuvé le 22/10/2014		

3.2. Précédentes évaluations environnementales du PLU		
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration ou de son autorisation		
<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser le contenu de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale		
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale		
L'Autorité environnementale recommande principalement :		
<ul style="list-style-type: none"> - de revoir à la baisse, en cohérence avec l'évolution démographique constatée, les perspectives de construction de logements en extension urbaine, afin de limiter encore la consommation foncière, et de démontrer la compatibilité du projet de PLU avec l'ensemble des orientations du nouveau SCoTAT ; - de retenir pour les secteurs d'extension urbaine, après comparaison de sites possibles en application de la démarche éviter-réduire-compenser, ceux présentant le moindre impact environnemental ; - à partir des informations disponibles sur de l'état de pollution des sols, de déduire les mesures de gestion correspondantes afin de les inscrire dans le règlement du PLU et de démontrer la compatibilité du site avec les usages projetés ; - de prendre en compte dès à présent les orientations du futur PCAET intercommunal. 		
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle		
<p>L'élaboration du PLU d'Uckange s'est inscrite dans une logique de modération de la consommation foncière en privilégiant largement le renouvellement urbain pour l'accueil de nouveaux habitants.</p> <p>Ainsi, la production de logements s'est depuis lors uniquement réalisée en dent creuse. La Ville travaille avec un aménageur pour urbaniser l'un des secteurs de développement envisagé et les études menées dans le cadre de ce projet conduiront à réduire l'emprise de l'extension urbaine envisagée.</p> <p>A noter que les secteurs d'extension retenus dans le PLU sont issus d'une analyse multi-critère (contexte environnemental, desserte, raccordement aux réseaux, capacités, ...). A ce titre, les secteurs pollués ont été écartés pour le développement de l'offre d'habitat.</p> <p>Concernant le PCAET et notamment le trafic, la ville d'Uckange a privilégié une densification urbaine principalement dans les secteurs déjà bien desservis en réseaux de mobilité douce et de transports en commun. La ville dispose de 380 places de stationnement dédiées à l'intermodalité voiture/réseau ferroviaire pour les usagers éloignés de la gare. Le projet E Log'In 4 développé le long de la Moselle doit par ailleurs permettre de renforcer l'intermodalité pour le transport des marchandises et réduire les flux de transit de camions.</p> <p>Enfin, la CAVF et la ville mettent en œuvre un schéma de déplacement cyclable qui vise notamment à desservir les nouvelles opérations urbaines.</p>		
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale		
<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet		
<p>Deux modifications du PLU ont été approuvées respectivement le 21/01/2021 et le 07/07/2021.</p> <p>Elles ont été dispensées d'évaluation environnementale par décisions</p> <ul style="list-style-type: none"> - n°MRAe 2020DKGE147 du 12/10/2020 ; - n°MRAe 2021DKGE71 du 12/04/2021. 		

4 Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1. Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification n°3 du PLU en application de l'article L.153-36 du Code de l'urbanisme

4.2. Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1.1. Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

6 951 habitants (INSEE 2020)

4.2.2. Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)				
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire
zones U	371,68	67,3%	371,68	67,3%
zones 1 AU	8,63	1,6%	8,63	1,6%
zones 2 AU	0,00	0,0%	0,00	0,0%
zones A	117,33	21,2%	117,33	21,2%
zones N	54,92	9,9%	54,92	9,9%
Total	552,56	100,00%	552,56	100,00%

4.2.3. Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Dans son PADD, la Ville d'Uckange a fixé un objectif de limitation de l'urbanisation nouvelle à environ 8-9 ha correspondant à une modération de la consommation foncière liée à l'habitat d'environ 30%.

4.3. Caractéristiques de la procédure

4.3.1. Contenu et objectifs de la procédure

Après 3 années de mise en œuvre des dispositions réglementaires et au regard du contexte climatique, la ville souhaite apporter des adaptations au règlement des zones urbaines sur les sujets suivants :

- Normes de stationnement pour prendre en compte les difficultés rencontrées dans les quartiers dans lesquels ont pu s'implanter des projets de constructions relativement denses ;
- Emprise au sol et part d'espaces verts de pleine terre pour prendre en compte les problématiques d'îlots de chaleur ;
- Hauteur des clôtures le long des emprises publiques non ouvertes à la circulation automobile ;
- Rappel des dispositions du Règlement National d'Urbanisme qui restent opposables.

Par ailleurs, la ville souhaite faire évoluer les limites du secteur NLe créé dans le cadre de la modification n°2 du PLU pour y intégrer la propriété enclavée dans ce secteur, laquelle a été acquise par les propriétaires du centre équestre, et faciliter ainsi l'aménagement global du site.

4.3.2. La procédure a pour objectif d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, préciser la localisation et la superficie
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques, ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p>		
<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document		
4.3.3. La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	
Si oui, préciser la localisation et la superficie		
4.3.4. La procédure a pour objet		
- De créer un espace boisé classé		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, préciser la localisation et la superficie
- De déclasser un espace boisé classé		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, préciser la localisation et la superficie
- De classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, préciser la localisation et les superficies
- De déclasser un espace agricole, naturel ou forestier		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, préciser la localisation et les superficies
- De créer de nouvelles protections environnementales		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- De supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels		
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4. Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet :		
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet		

- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :			
<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
4.5. Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L.300-6-1) :			
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet			
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :			
<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité			
4.6. Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur			
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document			
4.7. La procédure a des effets au-delà des frontières nationales			
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui préciser les effets	
5 Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1. Le document d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, préciser
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L.414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les sites Natura 2000 les plus proches sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La zone spéciale de conservation des "Carrières souterraines et pelouses de Klang - gîtes à chiroptères" (FR4100170) situé à 14 km à l'Est du territoire communal ; - La zone spéciale de conservation des "Pelouses et rochers du pays de Sierck" (FR4100167) situé à 19 km au Nord-Est du territoire communal.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L.331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L.332-1 et L.332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L.341-1 et L.341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L.515-15 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le ban communal d'Uckange est impacté par le PPRt établi autour de l'établissement Air Liquide France Industrie à Richemont, approuvé le 19/12/2011. La commune n'est concernée qu'en limite Sud de son ban par des zones de recommandation.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L.562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est couverte par un PPRi lié aux crues de la Moselle approuvé le 25/08/1999 et modifié le 20/04/2009. Une révision de ce document est en cours.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	4 sites d'information sur les sols sont délimités sur le territoire communal d'Uckange : - Crassier d'Uckange et ancien parc des matières premières (n°57SIS04466) ; - Ancienne agglomération d'Uckange (n°57SIS04467) ; - Ancienne usine à cyanamide (n°57SIS04468) ; - Anciens hauts-fourneaux d'Uckange (n°57SIS04619).
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L.174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L.631-1 et L.632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L.621-30 et L.621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'ancien site industriel sidérurgique est inscrit à l'inventaire des monuments historiques depuis le 11/01/2001.
Une zone humide prévue à l'article L.211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le ban communal n'est concerné par aucune zone humide remarquable. En revanche des milieux potentiellement humides sont présents sur le territoire communal.

Une trame verte et bleue prévue à l'article L.371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Aucun élément de la trame verte et bleue régionale n'est identifié sur le ban communal d'Uckange.</p> <p>Le petit boisement situé en partie Sud de la commune participe des ceintures forestières identifiées au titre de la DTA.</p> <p>Aucune continuité écologique n'avait été identifiée par le SCOTAT sur le ban communal.</p> <p>Une cartographie de la trame verte et bleue locale a été définie lors de l'élaboration du PLU.</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L.411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les ZNIEFF les plus proches sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La ZNIEFF de type 2 de la "Forêt de Moyeuve et coteaux" (410030448) à moins d'un kilomètre à l'Ouest du ban communal ; - La ZNIEFF de type 1 de la "Forêt de Blettange" (410030055) à 3,3 km au Sud-Est du ban communal.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L.113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par			
- Un arrêté de protection du biotope prévu à l'article R.411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
- Un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R.411-17-1 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
- Un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R.411-17-3 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L.141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2. Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, préciser
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L.515-15 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les évolutions du règlement du secteur UH concernent des zones par ailleurs concernées par le PPRt d'Air Liquide. Les évolutions réglementaires envisagées sont cependant sans incidence sur les risques industriels.</p>

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L.562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les évolutions du règlement du secteur UH concernent des zones par ailleurs concernées par le PPRi de la Moselle. Les évolutions réglementaires envisagées doivent contribuer à limiter l'imperméabilisation des sols et donc indirectement à alimenter le risque d'inondation.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L.515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L.515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les secteurs concernés par la modification du PLU se situent en dehors des périmètres des SIS.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L.174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.3. Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité

	Oui	Non	Si oui, préciser
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L.414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L.331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L.332- 1 et L.332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L.341-1 et L.341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L.631-1 et L.632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L.621-30 et L.621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le secteur UH est partiellement impacté par le périmètre de protection établi autour de l'ancienne usine sidérurgique, inscrite au titre des monuments historiques.</p> <p>Les évolutions du PLU sont toutefois sans incidence négative sur la protection des monuments historiques. Le maintien d'une part d'espaces de pleine terre et la préservation des arbres existants dans les zones urbaines contribueront à la qualité du cadre de vie dans les zones urbaines</p>
D'une zone humide prévue à l'article L.211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L.371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L.411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L.113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par			
- Un arrêté de protection du biotope prévu à l'article R.411-15 du code de l'environnement ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
- Un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R.411-17-1 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
- Un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R.411-17-3 du même code ;	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L.113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L.141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4. Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non	Si oui, précisez :	

6 Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné – et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7 Autres procédures consultatives

7.1. Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Août 2023

7.2. Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

La CDPENAF sera consultée concernant l'extension du périmètre du secteur NLe au titre de la délimitation des STECAL

7.3. Procédure de participation du public envisagée

- Enquête publique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non
- Participation du public par voie électronique	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non
- Enquête publique unique avec une ou plusieurs autres procédures	<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser lesquelles

-

- Autres, préciser les modalités

8 Annexes

8.1. Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (<i>rubrique 2.5</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (<i>rubrique 6</i>)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.2.3.2, 4.2.4, 4.2.5, 4.3.3.2, 4.3.4 et 4.3.5 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site Internet	<input type="checkbox"/>

8.2. Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)

Fait à	Uckange	Le,	
Nom	Prénom	Qualité	
LEONARDI	Gérard	Maire	

Signature



Le Maire d'UCKANGE

Gérard LEONARDI